

# Londres met cartes sur table pour l'après-Brexit

## LE RÉSUMÉ

Le gouvernement britannique a présenté hier son **Livre Blanc sur le futur des relations avec l'Union européenne**, après le Brexit.

Londres propose d'établir une **zone de libre-échange pour les biens mais pas pour les services**.

Les Britanniques espèrent maintenant un **coup d'accélérateur dans les négociations** avec l'UE.

### CATHERINE MOMMAERTS

Le Royaume-Uni a publié jeudi son Livre Blanc reprenant les détails de la relation qu'il souhaite avoir avec l'Union européenne (UE) après le Brexit. Le document, qui fait une centaine de pages, stipule très clairement que le pays souhaite quitter le marché unique et l'union douanière. Mais il évoque dans le même temps la création d'une «zone de libre-échange pour les biens».

On se situerait donc dans le cadre d'un Brexit relativement «soft». Moins dur en tout cas que ce que souhaitaient certains membres du gouvernement. C'est d'ailleurs ce qui avait valu à May de voir le ministre du Brexit, David Davis, et le chef de la diplomatie, Boris Johnson, claquer la porte 48 et 72 heures après que son projet ait pourtant été adopté par son cabinet.

### Accueil politique mitigé

Hier, au moment de défendre le document devant le Parlement britannique, le nouveau ministre du Brexit, Dominic Raab n'a d'ailleurs pas obtenu de soutien franc et massif des députés de son propre camp conservateur. Certains étaient furieux de ne pas avoir obtenu le Livre Blanc suffisamment à l'avance. Et ils furent ensuite nombreux à accueillir avec un silence désapprobateur plusieurs parties de son discours. C'est clair, si les négociateurs européens veulent obtenir plus de concessions des Britanniques, il sera quasiment impossible pour May d'obtenir le soutien de son Parlement.

L'ambassadrice britannique auprès de la Belgique, Alison Rose, se voulait cependant optimiste hier. «Nous avons écouté ce que l'UE nous a dit, nous avons adapté certaines de nos propositions et nous avons fourni les détails demandés», a-t-elle expliqué à l'occasion d'un point presse. Et la diplomate d'ajouter que Londres espé-

rait maintenant «que les négociations vont pouvoir s'accélérer». Elles sont censées reprendre la semaine prochaine et devraient se poursuivre, sans interruption tout l'été, histoire de pouvoir obtenir un accord en octobre. Reste à voir quel accueil les négociateurs européens réserveront à la copie de May.

### Libre-échange

Concrètement, Londres propose de continuer à appliquer les mêmes règles, normes et standards que l'UE pour faciliter les échanges de biens après le Brexit. Cela étant, pour que de nouvelles normes européennes s'appliquent au Royaume-Uni, il faudra l'accord du Parlement britannique, et ce au cas par cas. Pour Alison Rose, cela ne devrait pas poser trop de problème étant donné que «les normes de produits sont généralement stables et souvent liées à des standards internationaux».

Les procédures douanières seraient réduites au strict minimum afin d'assurer des échanges de marchandises avec le moins de frictions possibles et le maintien d'une frontière ouverte entre l'Irlande et l'Irlande du Nord. Londres parle d'un «arrangement douanier simplifié». Grâce à ce cadre, «les contrôles douaniers ne seraient plus nécessaires, comme si l'on se trouvait dans un territoire douanier unique», peut-on lire dans le Livre Blanc.

### Tarifs douaniers

En ce qui concerne l'épineuse question des produits importés par le Royaume-Uni depuis des pays tiers, mais destinés au marché européen, Londres percevrait les tarifs douaniers de l'UE à ses frontières. Si la destination finale de certains produits est incertaine au moment où ils arrivent à la frontière britannique, Londres appliquera les tarifs douaniers de l'UE ou les siens en fonction de ceux qui sont les plus

élevés. Il rembourserait la différence s'il s'avère plus tard, une fois la destination connue, que le tarif le plus élevé a été injustement perçu. Grâce au système imaginé par Londres, «il n'y aurait pas d'impact sur le trafic de marchandises au port de Zeebrugge», selon l'ambassadrice Rose

### Les services

Pour ce qui est des services, qui pèsent pour 80% dans le PIB du pays, le Royaume-Uni souhaite négocier de «nouveaux arrangements» et maintenir un maximum de latitude en matière de réglementation, financière notamment. Chaque partie pourrait par exemple fixer librement les conditions auxquelles elle ouvre son marché aux services financiers de l'autre partie. Fini donc le «passeport européen». On est loin ici du principe de libre-échange que veut maintenir Londres au niveau des biens.

### Galileo

Parmi les domaines dans lesquels May ne veut pas couper les ponts: les programmes spatiaux européens, dont Galileo, le système de navigation par satellites auquel Londres veut continuer à participer. Les Européens ne l'entendent pas de cette oreille. Les propositions de l'UE visent à «mettre fin à la participation britannique», peut-on d'ailleurs lire dans le Livre Blanc. «Ce serait au détriment de la sécurité et de la prospérité de l'Europe», ajoutent les Britanniques qui laissent entendre qu'ils iront voir ailleurs si nécessaire, cet ailleurs se situant outre-Atlantique...

**«Maintenant, c'est au tour de l'Union européenne de répondre.»**

**DOMINIC RAAB**

MINISTRE BRITANNIQUE DU BREXIT